L'ABEILLE.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

TERMES DE SOUSCRIPTION.....$12 payable d'avance
DO. POUR SIX MOIS.....$6

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 25 AOUT 1842.

Jours de publication de l'Abeille:
MARDI, JEUDI ET SAMEDI

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:
HENRY CLAY.
POUR VICE-PRESIDENT.
WINFIELD SCOTT.

CONGRES.—Dans la séance du 16 courant, le comité chargé de l'examen du message de veto a présenté trois rapports; le premier exprimant l'opinion de la majorité, a été lu par M. Adams, les deux autres ont traduit les sentimens de deux fractions de la minorité dont MM. Gilmer et Ingersol ont été les organes. Voici, d'après un journal de Baltimore, un aperçu rapide du rapport de M. Adams:

"Le message de veto est la dernière d'une série de mesures émanant de l'Exécutif, dont l'effet a été d'entraver l'action du pouvoir législatif de l'Union. L'administration Van Buren avait gaspillé les deniers publics, et le peuple fatigué des lourdes charges que lui imposait ce gaspillage, l'avait renversée pour élever à la souveraine magistrature le général Harrison. Afin de faire face au déficit laissé par son prédécesseur, ce grand citoyen s'était empressé de convoquer le Congrès, le Président et les membres de la législature nationale s'entendaient alors si bien, qu'on pouvait dire qu'ils ne faisaient qu'un. Malheureusement au moment où la législature convoquée se réunissait, les décrets de la providence avaient mis un terme à notre illustre adversaire présidentiel; et ce même homme, bien qu'il professât en apparence les mêmes principes, en agissait en pratique de tout différents. On s'en aperçut bientôt à ses actes: le bill pour l'établissement d'une banque nationale fut frappé d'un veto; le Congrès dans l'espoir de remédier à la détresse du pays, vota un nouveau bill qui fut conforme aux idées exprimées par le Président, et chose étrange, ce bill ne fut pas sanctionné non plus. Après ces deux tentatives inutiles, il n'y avait plus à songer à la création d'une banque nationale.

"La première conséquence de la conduite de l'Exécutif fut de perpétuer le système ruineux de l'administration Van Buren. Grace au double veto de l'Exécutif, en moins de huit mois, les dépenses excéderont les recettes de quinze millions de piastres. Le grand objet de la session extraordinaire échoua par le fait de l'entêtement d'un seul homme!

"Dans cette même session un bill fut adopté pour la distribution du produit des terres publiques entre les Etats, avec une clause ordonnant que l'élévation des droits au-dessus de vingt pour cent suspendrait l'action du bill; ce bill fut signé par M. Tyler! A la session ordinaire, un bill qui prolongeait d'un mois l'effet de l'acte de compromis et suspendait pour le moment la clause de l'acte de distribution, fut adopté par le Congrès, puis frappé encore d'un veto par le Président!"

Après avoir rappelé tous ces antécédens et fait ressortir l'abus de pouvoir dont M. Tyler s'est rendu coupable par l'application réitérée du veto, le rapport examine le dernier message.

"La première objection du Président pour ne pas signer le bill, c'est qu'il reçoit le revenu et l'approprie; mais le bill de revenu adopté durant la session extraordinaire embrassait également le revenu et l'appropriation; cependant il a été signé! Quant aux terres publiques, elles appartiennent exclusivement au Etats, qui n'avaient fait que les céder au gouvernement général pour servir de garantie à la dette nationale. En distribuerle produit aux Etats, ce n'est que leur rendre ce qui leur appartient. Le seul mode certain pour obtenir un revenu, c'est de trapper des taxes sur les droits. Tout autre système n'est que le prélude de la banqueroute et de la ruine.

"Dans un moment où le trésor est épuisé, le gouvernement ne doit pas d'après le message, abandonner le produit des terres publiques aux Etats; mais leur retirer ce produit, serait être véritable spoliation; et c'est là ce que l'on nomme en ce moment. La plupart des Etats par suite des grands travaux d'améliorations intérieure dans lesquels ils se sont lancés, sont embarrassés, ils ont besoin d'aide; et le meilleur secours qu'on leur puisse donner, c'est de leur restituer les produits de leur propriétés qui leur appartiennent. La majorité se prononce donc pour le maintien de la distribution.

"Il ne reste plus à la Chambre qu'à voter sur l'adoption définitive du bill, et le comité laisse à la responsabilité nationale le soin de voir quelles seront les mesures à prendre relativement pour sortir le pays des embarras où il se trouve.

"Depuis dix-huit mois le pouvoir législatif de l'Union a vu le pouvoir Exécutif entraver constamment sa marche, empiéter sur ses droits, à toutes les injures répondant, à toutes les usurpations, il a toujours répondu avec une respectueuse réserve. Mais le cas actuel est si grave qu'il serait du devoir de la Chambre de lancer contre le Président un acte d'accusation (articles of impeachment), si malheureusement une pareille mesure échouerait peut-être en ce moment. Il faut donc s'en remettre à la décision ultérieure de la nation!" La Congrès ajoute ne trouve plus à l'opinion obligation de courber la tête sous la volonté de l'Exécutif qui, par l'exercice du veto, s'est en quelque sorte substitué au pouvoir législatif."

Le rapport se termine par la présentation d'une résolution qui recommande l'amendement de la Constitution en ce qui regarde le veto: d'après cette résolution, dans le cas où le Président renverrait un Bill avec son veto, la majorité absolue et non plus les deux tiers des voix, suffirait pour lui donner force de loi.

☞Une feuille dévouée à M. Tyler prétend que le Message Présidentiel a réuni dans la presse une masse imposante d'approbation: malgré toutes nos recherches, nous ne sommes parvenus à découvrir que trois ou quatre journaux prenant franchement le parti de M. Tyler; on comprend que nous mettons hors de cause les feuilles locofocos qui applaudissent non pas à la mesure en elle, mais à l'avantage qui peut en résulter pour leur propre parti. Qu'on se rappelle le mot bien vrai que nous citions recemment: M. Tyler trouve un appui parmi des hommes *qui maudissent étaient ses ennemis et qui ne sont pas encore ses amis.*"

☞Le RAPPORT du Bureau de Santé de cette ville constate sept décès de fièvre jaune durant la semaine finissant le 20 courant.

☞Nous recevons d'un correspondant anonyme une lettre qui appelle l'attention de l'autorité sur le triste état où se trouve le Passage de la Bourse. "Ce passage, dit cette communication, est presque impraticable depuis les dernières pluies. Les corniches en pierre qui *ornent* le second étage des maisons, détrempées par les averses, se détachent par morceaux énormes, et viennent en tombant menacer la sureté des passans; c'est un véritable miracle que personne n'ait encore été blessé! Ne serait-il pas à propos que l'autorité prit quelques mesures pour prevenir les accidents?" Outre cet inconvénient, notre correspondant se plaint et avec raison de la malpropreté qui règne constamment dans ce passage, qui est cependant l'un des endroits les plus fréquentés de la ville. "On compte sans doute, dit-il, pour enlever les ordures, sur les averses qui ne nous manquent pas, il est vrai, depuis quelques jours; mais est-ce là un moyen dont se doive contenter l'autorité ?' L'attention de l'autorité devrait également se porter sur le parage qui est dans un état déplorable: la plupart des pierres qui le composent ne sont pas scellées ou le sont mal; elles recouvrent des marres d'eau croupie, et lorsque le passant y met le pied, elles l'inondent de boue. Ceux qui sont chargés de l'entretien de ce pavage ne devraient-ils pas être mis en demeure de le réparer d'une manière convenable !

☞Le Maire de la Nouvelle-Orléans a refusé de donner sa signature à une résolution passée dernièrement par le Conseil de la Première Municipalité, imposant une taxe sur les chiens.

☞ENCORE UN VETO.—Le gouverneur Porter de la Pensoylvanie, vient de donner avis qu'il ne signerait pas le bill de répartition passé par la législature de cet Etat, quelques jours avant son ajournement. Ce refus de sanctionner dans un pareil moment, un bill dont l'utilité et la constitutionalité n'ont jamais été mis en doute n'équivaut-il pas à un veto!

Décidément l'épidemie du veto se développe chaque jour avec une gravité et une intensité tout à fait effrayantes.

La goélette Ada, arrivée avant hier de la Martinique, a apporté $15,900 en espèces consignées comme suit: $1,900 à MM. Blanchard, Eimer & co. La balance à ordre.

Un travaille actuellement à la reconstruction du théâtre de la rue du Camp. Cet édifice sera achevé vers la fin d'octobre prochain.

Avant-hier matin, vers deux heures, une maison sise rue St. Louis, près la rue Bourgogne et occupée par un tailleur, a été totalement détruite par un incendie.

☞D'après de nouveaux arrangemens pris par le maitre de poste général, les lettres sont actuellement délivrées trois fois par jour à New York. Des boites aux lettres sont établies dans cent endroits différens de la ville et toutes les lettres qui y sont déposées, ainsi que celles du bureau principal, sont distribuées trois fois par jour, moyennant trois cents par lettre.

COUR CRIMINELLE.

L'affaire des frères Dejoux, accusés d'assaut et batterie sur la personne du juge Guyol, a occupé hier cet sorti de la salle de délibération avec un verdict reconnaissant V. Dejoux coupable d'assaut et batterie, Ce dernier a été recommandé à la clémence du juge.

Les accusés ont été assignés à comparaitre d'aujourd'hui en huit pendevant la Cour, pour entendre prononcer leur sentence.

Le steamer Genl. Morgan a sombré à la barre de Southwest: il sera tout à fait perdu.

NOUVELLES PUBLICATIONS.—Nous avons reçu de MM. Norman, Steel & Co., libraires, rue du Camp, plusieurs publications nouvelles de MM. Appleton & Co. de New York, Lea et Blanchard de Philadelphie. Parmi ces publications, qui toutes se distinguent par un certain intérêt, nous signalons avec un vif plaisir une traduction d'un fort bel ouvrage de M. Guizot: *l'Histoire Générale de la civilisation en Europe.* Ce livre est devenu classique en France, en Angleterre et en Allemagne. C'est assurément le coup d'œil le plus ferme et le plus complet qui ait été jeté sur l'Europe du moyen âge; *l'Islam* bien loin derrière lui par la hauteur des vues et la pensée philosophique les œuvres publiées par différens écrivains sur le même sujet; c'est donc une bonne fortune que la traduction d'un pareil livre; et MM. Appleton méritent pour cette publication, la reconnaissance sincère de tous les amateurs des sérieuses études historiques.

La jeunesse aussi devra de la gratitude aux mêmes éditeurs pour une charmante histoire dûe à la plume de Mme. Howitt: une fiction intéressante, une morale pleine de sagesse feront rechercher "LittleCoin, Much care" ce volume fait honneur aux presses de New York: l'art seul de vignettes dont l'élégante composition et la fraîcheur d'exécution prouvent les progrès rapides des artistes américains. Ils marchent de façon à rejoindre prochainement les graveurs anglais et français.

A MM. Lea & Blanchard, nous devons un chaleureux plaidoyer en faveur des Irlandais et en somme plus vif intérêt. Le plaidoyer est écrit par le Docteur R. R. Madden, qui s'est déjà acquis quelque renom comme romancier et comme écrivain philosophe. "*Les Irlandais Unis*" ne peuvent manquer d'ajouter à sa réputation. Le roman intitulé *Sir Henry Morgan, le Boucanier*, est l'œuvre d'un homme habitué à de grands succès, malgré l'anonyme qu'il a gardé jusqu'à ce jour. Il lutte sans désavantage contre le capitaine Marryatt, et dans son nouvel ouvrage, il a eu le bonheur de rencontrer l'un des sujets les plus dramatiques et les plus curieux que l'histoire fournisse au Romancier. *Le Boucanier* fera certainement un beau chemin dans le monde.

La frégate à vapeur Mississipi est actuellement mouillée dans le port de Pensacole.

Il est arrivé à New York un million de francs en espèces provenant du dernier paiement de l'indemnité napolitaine.

CINCINNATI.—La journée du 8 à Cincinnati a été marquée par une rixe déplorable. Deux compagnies allemandes, revenant de faire l'exercice à feu, s'arrêtèrent dans un café: là un soldat se prit de querelle avec un jeune homme et le frappa; quelques citoyens intervinrent et la chose en resta là. Mais un peu plus loin, les compagnies allemandes furent accueillies par les sifflets de quelques jeunes gens; un soldat frappa l'un d'eux avec la crosse de son fusil; quelques citoyens prirent fait et cause pour le jeune homme, et une mêlée assez sérieuse s'en suivit. Quelques coups de fusil furent tirés, et plusieurs personnes reçurent d'assez graves blessures.

NEW YORK.—La législature l'Etat de New York s'est assemblée le 16 courant à Albany, en session extraordinaire. L'objet de cette session est de diviser l'Etat en districts électoraux, suivant le nouveau mode prescrit par le Congrès pour la répartition électorale.

L'Monseigneur l'Evêque de la Nouvelle Orléans a publié dans la *Courrier* d'hier soir une lettre pastorale adressée aux fidèles de notre ville. Cette lettre que sa longueur ne nous permet pas de reproduire, se plaint de l'opposition que rencontre dans le Conseil des Marguilliers la nomination de M. l'abbé Rousselon à la cure de l'Eglise St. Louis. Après avoir cité les résolutions par lesquelles le conseil de la fabrique proteste contre cette nomination et en avoir appelé à la conscience des fidèles, Monseigneur l'Evêque ajoute: "En présence de pareils faits, lorsque l'impiété ose porter le désordre jusque dans le sanctuaire et fouler au pied l'autorité de ceux que le Saint Esprit a établis pour gouverner l'Eglise de Dieu, il ne nous était plus permis de nous taire. Le silence alors n'aurait plus été qu'un criminel oubli de nos devoirs, une coupable prévarication." Mais avant de faire entendre sa voix, il a voulu prendre l'avis de son clergé, "non pour prêter à ses décisions une autorité dont elles n'ont pas besoin, mais pour donner une manifestation éclatante à cet esprit d'union qui fait l'essence de l'Eglise Catholique"; une conférence entre les ecclésiastiques de la Nouvelle Orléans a eu lieu, et le résultat de cette conférence a été la condamnation formelle de la conduite des Marguilliers dans leurs rapports avec l'Evêque. Après avoir ainsi constaté l'opinion de son clergé, Monseigneur ajoute:

"En vertu de l'autorité de Jésus-Christ que l'Eglise nous a confiée:

1o. Nous déclarons les résolutions prises par les Marguilliers, comme nulles et de nul effet, comme contraires aux principes de l'Eglise catholique, et à la discipline suivie dans tous les siècles, renouvelées par le saint Concile de Trente, et appliquée spécialement à la province ecclésiastique des Etats-Unis, par le Concile provincial de Baltimore, du mois d'octobre 1829.

2o. Nous renouvellons et ratifions la nomination faite par nous de M. Rousselon à la Cure de l'église cathédrale, déclarant schismatiques, intrus et suspens par le fait tout autre prêtre qui oserait s'ingérer d'y exercer les fonctions curiales, ou d'y exercer quelques fonctions ecclésiastiques que ce soit, sur l'invitation des Marguilliers, sans y être autorisé par nous ou par le Curé que nous avons nommé.

3o. Nous déclarons fauteur du schisme, et comme tels responsables de ses suites devant Dieu, tous ceux qui, dans cette affaire, aux mépris des saints canons, directement ou indirectement à empêcher l'exercice de l'autorité spirituelle qui nous est confiée, et à favoriser l'usurpation sacrilège de la puissance laïque, et tout intrusion dans le gouvernement spirituel de l'Eglise.

☞

7o. Voulant donner une preuve de notre sincère et ardent désir de terminer cette déplorable affaire, sans être tenté de armes spirituelles que l'Eglise nous met en main, nous exhortons, comme père commun, MM. les marguilliers de l'Eglise St. Louis, à répondre par un acte solennel, le mal qu'ils ont fait à la religion, et leur enjoignons, comme leur supérieur spirituel, de révoquer la résolution schismatique qu'ils ont prise, leur signifiant que si d'ici au premier dimanche du prochain un acte authentique de cette révocation nous est communiqué, il ne nous restera plus qu'à faire usage des moyens que les saints canons nous ordonnent d'employer lorsque le voies de conciliation ont été inutiles; et quoique la seule pensée d'en venir à ces extrémités remplisse notre cœur d'effroi, nous sacrifierons cependant toute autre considération à celle du devoir, et quelles qu'en doivent être les conséquences temporelles, nous maintiendrons comme nous le devons les droits spirituels de notre clergé, avec la permission du gouvernement.

L'Etat de la Louisiane a passé une loi qui prohibe les fonctions civiles à tout étranger non naturalisé.

L'art. 101 du Code Civil de l'Etat de la Louisiane dit:

Tout prêtre ou ministre d'une secte religieuse, domicilié dans une des paroisses de l'Etat, aura le droit d'y célébrer un mariage dont deux citoyens.

Il ne sera requis aucun autre acte préliminaire que celui de la publication de deux bans, un prêtre pour pouvoir célébrer un mariage doit donc être citoyen.

Ces renseignemens sont exacts, Mr. Rousselon étant naturalisé, il a donc fait les déclarations nécessaires pour obtenir sa naturalisation; il ne reconnait jusqu'à présent d'autorité terrestre que celle du souverain du pays dans lequel il a fait sa résidence.

Après avoir établi que la Curé doit être citoyen, nous allons examiner ces sous les lois canoniques: le roi seul avait le droit de nommer les officiers du clergé.

En effet: la neuvième *exception* (Livre 1 titre 17, loi 6) dit: Ordonnons et faisons défenses à toute personne quelconque, soit ecclésiastique, séculière, de quelqu'ordre, état, prééminence, grade, dignité ou condition qu'elle soit, de présenter posteler ou obtenir par elle-même ou par personne interposée, directement ou indirectement, à moins que ce ne soit en vertu d'une présentation de notre part ou de notre consentement exprès, aucune abbaye, prieuré, bénéfice, dignité, chapelanie, dans aucune église ou monastère qui soit de notre patronage royal, encore que la vacance par laquelle ces choses se trouvent vacantes, par décès, résignations, permutations ou vacance par avancement ou cession soient de quelqu'autre manière que ce puisse être, sans notre licence expresse, ce qui sera constaté par nos lettres patentes, en France et en Navarre, et scellées de notre sceau.

"Mandamus y defendemos que ninguna persona, ni eclesiastica ni seglarse, de qualquiera orden y estado preeminencia grado, dignidad, o condition que sean, no sean osadas por si, ni por interpuesta persona por no ni indirecta, ni presentacion y expreso con consentimiento de nos, pretender ni impetrar en ninguna ni en algunas de las Iglesias, Monasterios, Abadias y Prioratos y Dignidades, y Beneficios y Capellanias que fueren de nuestro Patronazgo Real, aunque vaquen por alberto o por renuncion, acesso o regreso, o cualquiera otra forma quistica en manera, sin espresa licencia nuestra; la qual conste por nuestras patentes, firmada de nuestro nombre, y sellado con nuestro sello."

Cette loi fut passée en 1756, sous Carlos 1er, elle veut que le roi seul et le chef de l'état de nomme à toutes charges ecclésiastiques de la Jurisdiction Royale (*Patronage Real.*)

Veut-on savoir ce qu'était le Patronage Royal? il renfermait les royaumes de Grenade et des Indes et toutes les Espagnes, excepté les bénéfices tous situés en Espagne et qui sont expressément nommés dans la loi première du titre 16 de la *novisima recopilacion* et cela par suite d'un concordat passé en 1753, entre Ferdinand 6 et le Pape Benoit 14.

Cette loi continua à régir la Louisiane jusqu'au moment de la cession de cette province à la France, par le traité de St. Ildephonse.

S'il n'y avait pas eu de concordat passé en 1809, entre le Saint Siège catholique français et le Pape, la Louisiane, sous le rapport ecclésiastique, aurait été régie après la cession par la pragmatique sanction que St. Louis publia en 1269 pour s'opposer aux prétentions de Pape Clément IV.

La 3me article de la pragmatique sanction dit:

3 Rem.—Ecclesiis cathedralibus et aliis nostris regni, libertas electionum et earum effectum integrallter habeant.

En français:

3me. Item.—Que les églises cathédrales et toutes les autres de notre royaume, tient des élections libres et leur effet intégral.

C'est ce saint et si magnanime roi voulait par laisser introduire en France la puissance ultramontaine.

Lorsque la Louisiane passa entre les mains des Américains, les officiers ecclésiastiques étaient régis par le concordat de 1809. Ce document annulait la loi de Carlos 1er, loi de cette de François 1er. dit bien que les Evêques nommés par ces Cures, mais il ajoute:

Leurs choix ne pourront toutefois tomber que sur les personnes agréées du gouvernement.

Ainsi l'on voit que de tout temps, dès que les libertés civiles ont été mises à conquérant, le pouvoir temporel reprenait sont par le roi seul par la puissance du peuple, et dès que les curés, ou d'ordre ou rejeter ceux qui étaient présentés par les Evêques.

Pour l'Eglise St. Louis de la ville de la Nouvelle Orléans, le pouvoir temporel est représenté par les Marguilliers, ou, conformément à la charte de 1806.

L'article 3 du traité de cession avait déjà pourvu à ce que les habitans de la Louisiane fussent maintenus dans la jouissance de la religion qu'ils professaient (ce qui veut dire, selon qu'ils le professaient.) Les Catholiques habitans de la Louisiane auraient-ils maintenant moins de liberté que sous le pays appartenait à l'Espagnon et à la France? Mr. Rousselon est étranger au Diocèse par son ordination, il n'y est étranger de nation et par son refus en négligeant de se faire naturaliser: vous avez deux raisons, il est incapable d'occuper la place de Curé de l'Eglise St. Louis.

Il a été nommé à la Cure sans que les marguilliers aient été consultés. Il n'a pas été agréé par eux, il ne peut donc aucunement, encore moins conserver cet emploi.

Cependant malgré la refus de Mr. Rousselon d'agréer M. Rousselon comme curé de l'église St. Louis, il persiste à en remplir les fonctions. Il commande aux employés de la fabrique, comme prêtre qui prêtend connaitre et remplir ses devoirs, il s'expose à des reproches bien mérités, il expose les marguilliers et leurs employés à des démarches violentes qu'il provoque tous les jours, mais auquel ses imprudences ne pourront réussir à les pousser.

Il a chassé le moment de donner ses ordres, lorsqu'un refus des officiers de l'église pouvait et devrait être interprété comme une insubordination au moment où l'on délibérait une cérémonie funèbre du plus haut intérêt. Son premier acte

[illegible] Souveraine Pontificale [illegible] Etat, l'a [illegible] qu'il [illegible] d'un acte [illegible] Cardinal Justiniani; voici les faits: "Ce prince de l'Eglise avait été nommé prélégat, et en prenant possession de cette magistrature, il voulut être reçu à la porte de l'Eglise Cathédrale par le Chapitre au bourdon [illegible] les habitans avaient coutume, dans le Saint Sacrement, le Souverain Pontife, et les Souverains, avaient seuls le droit d'être reçus avec le Dais; le Cardinal Justiniani voulut insister, une émeute s'ensuivit, les meutiers du palais du Cardinal furent brisés, l'affaire fut portée devant le Saint Père, il déclara que les habitans avaient raison, dans le fond, mais que les moyens employés avaient été un *peu trop violents.*" Si les marguilliers contestant la légalité de la nomination de votre curé par la force brutale, étaient ainsi sortis du droit commun, vous pourriez parler d'outrage, mais jusqu'ici, n'y a eu outrage ni manque d'égards, les Marguilliers seuls ont le droit de s'en plaindre.

Les Marguilliers pénétrés de leurs devoirs religieux, reconnaissent sans doute l'Evêque comme le chef de l'Eglise Catholique de la Nouvelle-Orléans, mais ils ne lui doivent obéissance qu'autant que ses ordres sont conformes aux lois canoniques et ne prononcent rien que l'Evêque a religieusement observé toutes les dispositions du droit canon, dans la nomination de M. Rousselon.

Cette question envisagée d'après le droit espagnol, doit être résolue négativement, et pour n'en connaitre nous renvoyons au rapport présenté à la Législature des Marguilliers et publié dans le Courrier du 24 courant; envisagée à l'égard du droit Français elle est certes nulle, car le Curé doit être citoyen et de plus sa nomination doit être confirmée par l'autorité civile ou par les Marguilliers qui lui ont été substitués, et refusement prétendrait-on qu'un concile provincial d'Evêques des Etats-Unis a modifié cette disposition du concordat de 1802, pour établir qu'il a cessé d'être en force à la Louisiane; car l'Evêque ne doit pas ignorer que tout ce que peut un pouvoir d'un concile provincial d'autres pays ne peut en aucune manière être puissance à la Louisiane, si le cleme du traité de 1803 en fait pas un pouvoir législatif de la Louisiane le bénéfice des dispositions du concordat de 1802.

Même d'après les dispositions du Concile de Trente, que Monseigneur cite dans sa lettre, cette nomination est nulle, elle est du moins donnée au concours, et le Concile de Trente est le dernier conseille donné à Nique, [voir Concile de Trente, chapitre 18, sess. 24 de réformation.]

Mais Monseigneur pour donner plus de force à sa lettre pastorale a cru devoir s'envoyer de la puissance numérique du clergé de la Nouvelle-Orléans. Il a jugé convenable de leur poser des questions auxquelles ils ont répondu sans doute avec insouciance d'indépendance, surtout lorsque l'on considère que d'après la manière de l'Evêque d'envoyer le droit canon, pour position ecclésiastique n'a d'autre auxquelle que le bon plaisir de Monseigneur; placés dans de telles conditions ils ne pouvaient manquer de se considérer comme parfaitement indépendants et pouvaient sans doute exprimer sans crainte une opinion consciencieuse: mais enfin quelqu'un put être leur opinion, lorsqu'elle est contraire à la loi civile et à la loi de l'église, les marguilliers devraient-ils être damnés à se prosterner devant elle et les proclamer les défenseurs d'une loi nouvelle. Tout homme raisonnable dira non.

Dirigé sans doute par une noble pensée de conciliation et de salut, il n'aurait pas manqué de la faire agréer d'une manière qui aurait été digne de sa piété et de son caractère épiscopal.

Cette lettre a suscité de la part de personnes intéressées dans le débat la réponse suivante que l'on nous prie de publier:

(*Communiqué.*)

Réponse à la lettre de Monseigneur Antoine Blanc, par la grace de Dieu et l'autorité du Saint Siège Apostolique, Evêque de la Nouvelle-Orléans.

Monseigneur,

La lettre pastorale que vous avez fait publier dans le Courrier du 24 aout 1842, a eu besoin de subir plusieurs lectures pour nous faire croire à sa réalité, et toujours est-il qu'après l'avoir lue et relue, étudiée et méditée, notre esprit se demandait encore si nos yeux n'étaient pas sous l'empire d'un songe magique. Quoi, Monseigneur, lorsque le souverain pontife, cédant aux cris du 19e siècle, reste paisible spectateur des actes des Gouvernemens qui revient à l'agriculture et au commerce des terres inconnues, que la religion mal entendue avait placées entre les mains d'une armée d'inoffensifs cénobites; quoi lorsque les foudres du Vatican demeurent silencieuses contre les mesures qu'on prend, en France et en Belgique, contre les ordres de notre société, vous, Monseigneur, vous, l'évêque d'un Etat libre, vous nous menacez de l'excommunication qui au dix-neuvième siècle n'est susceptible d'inspirer d'autre sentiment que celui du ridicule.

Croyez-vous en agissant ainsi servir les intérêts de la religion?

Croyez vous que votre lettre soit commandée par la prudence et qu'il était politique à un prélat placé comme vous l'êtes ici, de publier un manifeste que l'ignorance du moyen âge justifierait à peine?

Ah! si telle a été votre pensée, vous vous êtes cruellement abusé, et pour ceux qui en ce pays vénèrent encore les nobles sentimens religieux, qui savent sentir leurs pères, le jour où vous avez livré à la publicité votre lettre pastorale doit être compté au nombre des jours néfastes du catholicisme.

Vous conviendrez avec nous, que malheureusement au dix-neuvième siècle, les idées religieuses, étant peu dominantes; si cette assertion est vraie, croyez-vous que le prêtat qui pour flatter les opinions fanatiques du petit nombre, même l'impie à peines mains sur toute la communauté, remplit fidèlement les devoirs que lui impose comme ministre de l'Eglise de Jésus-Christ.

Votre lettre est non-seulement une injure gratuite faite aux administrateurs d'une corporation établie par les lois du pays, mais plus encore un acte par lequel vous portez des accusations sans fondement contre des hommes honorés de la confiance de leurs concitoyens, et cela tout à la fois en violation de la loi civile et de la loi ecclésiastique.

Le premier paragraphe de votre lettre tend à accuser les Marguilliers de désloyauté vis-à-vis de vous; il vous serait difficile de justifier une telle accusation par aucun des actes des Marguilliers; si par leur position vous avies droit d'attendre d'eux qu'ils vinssent combrager votre trône épiscopale de l'influence de leur popularité, en retour ils avaient certes le droit d'attendre de vous d'être comptés au moins au nombre *des personnes graves et expérimentées* que vous avez consultées lors de la nomination (après sept heures de réflexion) M. l'abbé Rousselon, à la cure importante de la Cathédrale du Diocèse. Les avez-vous consultés? leur avez-vous fait part de vos projets? Non.... la seule connaissance qu'ils ont eue de votre choix, a été par les journaux. Ce document annoncé par la presse par lettre de cachet de François 1er. dit bien que les Evêques nomment aux Cures, mais il ajoute:

Leurs choix ne pourront toutefois tomber que sur les personnes agréées du gouvernement.

Ainsi l'on voit que de tout temps, dès que les libertés civiles ont été mises à conquérant, le pouvoir temporel reprenait sont par le roi seul par la puissance du peuple, et dès que les curés, ou d'ordre ou rejeter ceux qui étaient présentés par les Evêques.

Pour l'Eglise St. Louis de la ville de la Nouvelle Orléans, le pouvoir temporel est représenté par les Marguilliers, ou, conformément à la charte de 1806.

L'article 3 du traité de cession avait déjà pourvu à ce que les habitans de la Louisiane fussent maintenus dans la jouissance de la religion qu'ils professaient (ce qui veut dire, selon qu'ils le professaient.) Les Catholiques habitans de la Louisiane auraient-ils maintenant moins de liberté que sous le pays appartenait à l'Espagnon et à la France? Mr. Rousselon est étranger au Diocèse par son ordination, il n'y est étranger de nation et par son refus en négligeant de se faire naturaliser: vous avez deux raisons, il est incapable d'occuper la place de Curé de l'Eglise St. Louis.

Il a été nommé à la Cure sans que les marguilliers aient été consultés. Il n'a pas été agréé par eux, il ne peut donc aucunement, encore moins conserver cet emploi.

Cependant malgré la refus de Mr. Rousselon d'agréer M. Rousselon comme curé de l'église St. Louis, il persiste à en remplir les fonctions. Il commande aux employés de la fabrique, comme prêtre qui prêtend connaitre et remplir ses devoirs, il s'expose à des reproches bien mérités, il expose les marguilliers et leurs employés à des démarches violentes qu'il provoque tous les jours, mais auquel ses imprudences ne pourront réussir à les pousser.

Il a chassé le moment de donner ses ordres, lorsqu'un refus des officiers de l'église pouvait et devrait être interprété comme une insubordination au moment où l'on délibérait une

CONSEIL DES MARGUILLIERS DE L'EGLISE ST. LOUIS.

Séance du 23 Août 1842.

M. Jh. Génois a présenté le rapport suivant:

Le comité qui a été chargé de statuer sur les difficultés élevées entre les marguilliers et le curé de cette église et le Rd. Mr. Rousselon à la Cure de l'Eglise St. Louis de la Nouvelle Orléans, a l'honneur de soumettre le rapport suivant.

Des personnes mal intentionnées répandent le bruit que les Marguilliers s'arrogent la puissance spirituelle en refusant à l'Evêque le droit de nommer un curé de leur choix, et de son Diocèse, et ces bruits ayant pris de la consistance, occasionnent parmi le peuple et parmi quelques uns un intérêt à rejeter les faits imposture, il est de son devoir et du Comité de démentir cette assertion en établissant d'une manière incontestable les raisons qui l'obligent, sous peine de la juridiction de l'autorité spirituelle, mais à un certain passage ainsi.

Les Marguilliers reconnaissent, avec l'Eglise, que les Evêques ont le droit de nommer aux places vacantes dans les rangs de leur Clergé, mais en se soumettant dans l'exercice de ce pouvoir aux lois canoniques et aux conventions stipulées par les Concordats, les privilèges des églises et les prérogatives des bienfaiteurs et patrons de chacune en particulier.

D'après ces considérations, les Marguilliers croient que l'Evêque Blanc, dans sa nomination de M. Rousselon, a agi non seulement mal à propos et contre les prérogatives et intérêts de la religion, mais encore qu'il a, par cette imprudente nomination dans laquelle il persiste malgré nos justes remontrances, violé les lois ecclésiastiques, excédé ses pouvoirs, empiété sur nos droits en refusant de prendre en considération les observations que nous lui avons faites. Si cette triste affaire prêtait de scandale, qu'il retombe sur lui et à son Curé qu'il faut s'en prendre aux seuls auteurs à en répondre devant Dieu et devant les hommes.

Nous, persuadés que le bien de la congrégation de l'église St. Louis de la Nouvelle Orléans, nous sommes obligés de défendre ses droits et ses privilèges et d'arrêter les usurpations qu'on a cherché continuelle à mettre à exercer sur nous. Nous la soumettons au nom de la religion et de la justice, à mépriser de notre part comme injuste et condamnable, et pour la cause de la religion, nous, sa cause qu'un tel péché que par ignorance, nous prononcerons que la nomination de M. Rousselon à la Cure de la Nouvelle Orléans est illégale sous tous les points de vue et comme faite en violation de toutes les lois.

Le curé doit être citoyen

La neuvième *exception*, Livre 1 titre 13, Loix 1ère et 2me, ordonnant que les prélats ne permettent pas aux étrangers d'occuper aucun bénéfice.

La convention passée en 1809, entre la République Française dont la Louisiane faisait partie et le Pape. (Titre 3, Article 4.)

Article 23, déclare qu'aucun étranger ne pourra être employé dans les fonctions du ministère ecclésiastique, sans la permission du gouvernement.

L'Etat de la Louisiane a passé une loi qui prohibe les fonctions civiles à tout étranger non naturalisé.

L'art. 101 du Code Civil de l'Etat de la Louisiane dit:

Tout prêtre ou ministre d'une secte religieuse, domicilié dans une des paroisses de l'Etat, aura le droit d'y célébrer un mariage dont deux citoyens. Il ne sera requis aucun autre acte préliminaire que celui de la publication de deux bans, un prêtre pour pouvoir célébrer un mariage doit donc être citoyen.

Ces renseignemens sont exacts, Mr. Rousselon étant naturalisé, il a donc fait les déclarations nécessaires pour obtenir sa naturalisation; il ne reconnait jusqu'à présent d'autorité terrestre que celle du souverain du pays dans lequel il a fait sa résidence.

Après avoir établi que la Curé doit être citoyen, nous allons examiner ces sous les lois canoniques: le roi seul avait le droit de nommer les officiers du clergé.

En effet: la neuvième *exception* (Livre 1 titre 17, loi 6) dit: Ordonnons et faisons défenses à toute personne quelconque, soit ecclésiastique, séculière, de quelqu'ordre, état, prééminence, grade, dignité ou condition qu'elle soit, de présenter posteler ou obtenir par elle-même ou par personne interposée, directement ou indirectement, à moins que ce ne soit en vertu d'une présentation de notre part ou de notre consentement exprès, aucune abbaye, prieuré, bénéfice, dignité, chapelanie, dans aucune église ou monastère qui soit de notre patronage royal, encore que la vacance par laquelle ces choses se trouvent vacantes, par décès, résignations, permutations ou vacance par avancement ou cession soient de quelqu'autre manière que ce puisse être, sans notre licence expresse, ce qui sera constaté par nos lettres patentes, en France et en Navarre, et scellées de notre sceau.

"Mandamus y defendemos que ninguna persona, ni eclesiastica ni seglarse, de qualquiera orden y estado preeminencia grado, dignidad, o condition que sean, no sean osadas por si, ni por interpuesta persona por no ni indirecta, ni presentacion y expreso con consentimiento de nos, pretender ni impetrar en ninguna ni en algunas de las Iglesias, Monasterios, Abadias y Prioratos y Dignidades, y Beneficios y Capellanias que fueren de nuestro Patronazgo Real, aunque vaquen por alberto o por renuncion, acesso o regreso, o cualquiera otra forma quistica en manera, sin espresa licencia nuestra; la qual conste por nuestras patentes, firmada de nuestro nombre, y sellado con nuestro sello."

Cette loi fut passée en 1756, sous Carlos 1er, elle veut que le roi seul et le chef de l'état de nomme à toutes charges ecclésiastiques de la Jurisdiction Royale (*Patronage Real.*)

Veut-on savoir ce qu'était le Patronage Royal? il renfermait les royaumes de Grenade et des Indes et toutes les Espagnes, excepté les bénéfices tous situés en Espagne et qui sont expressément nommés dans la loi première du titre 16 de la *novisima recopilacion* et cela par suite d'un concordat passé en 1753, entre Ferdinand 6 et le Pape Benoit 14.

Cette loi continua à régir la Louisiane jusqu'au moment de la cession de cette province à la France, par le traité de St. Ildephonse.

S'il n'y avait pas eu de concordat passé en 1809, entre le Saint Siège catholique français et le Pape, la Louisiane, sous le rapport ecclésiastique, aurait été régie après la cession par la pragmatique sanction que St. Louis publia en 1269 pour s'opposer aux prétentions de Pape Clément IV.

La 3me article de la pragmatique sanction dit:

3 Rem.—Ecclesiis cathedralibus et aliis nostris regni, libertas electionum et earum effectum integrallter habeant.

En français:

3me. Item.—Que les églises cathédrales et toutes les autres de notre royaume, tient des élections libres et leur effet intégral.

C'est ce saint et si magnanime roi voulait par laisser introduire en France la puissance ultramontaine.

Lorsque la Louisiane passa entre les mains des Américains, les officiers ecclésiastiques étaient régis par le concordat de 1809. Ce document annulait la loi de Carlos 1er, loi de cette de François 1er. dit bien que les Evêques nomment aux Cures, mais il ajoute:

*Leurs choix ne